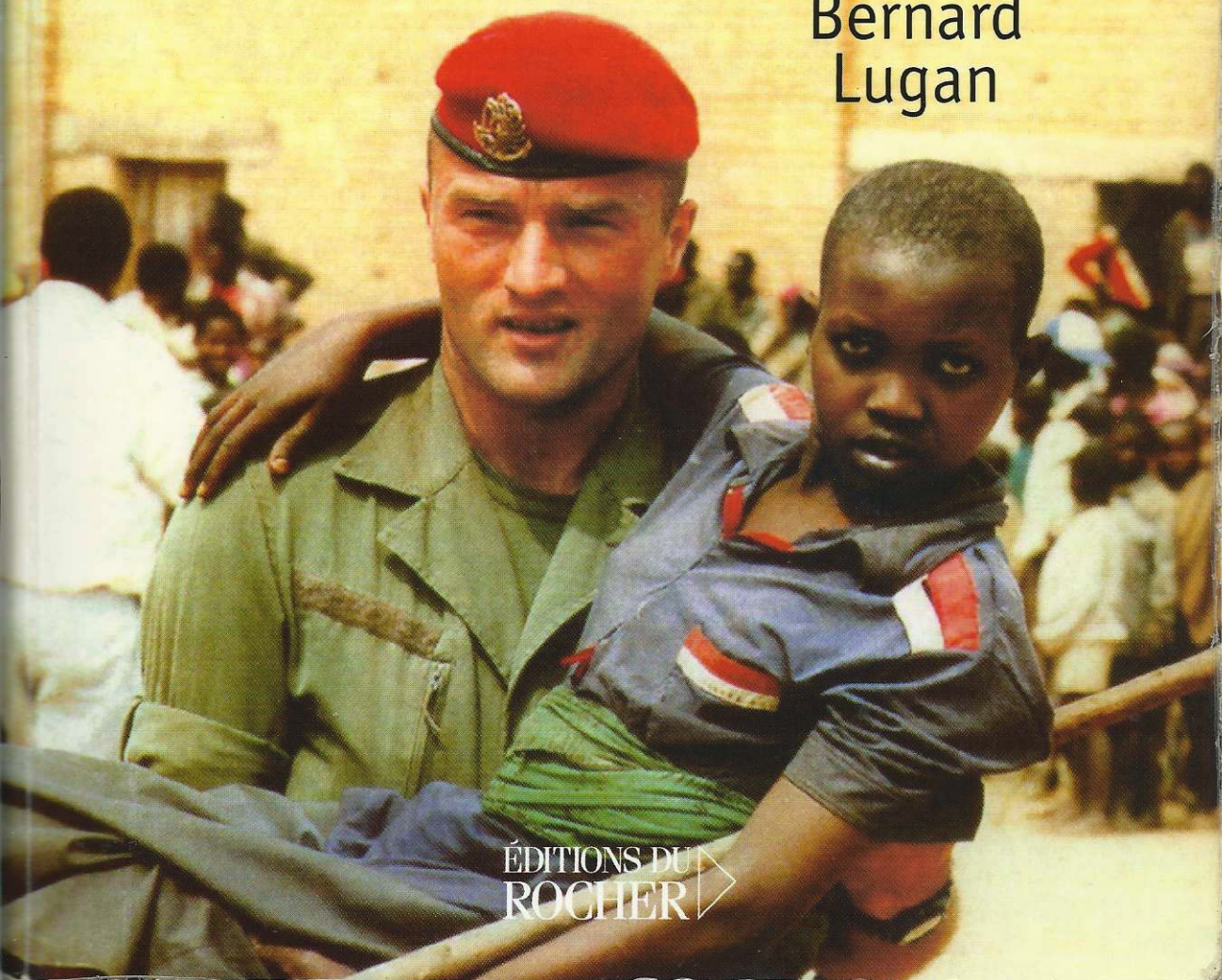


# FRANÇOIS MITTERRAND, L'ARMÉE FRANÇAISE ET LE RWANDA

Bernard  
Lugan



ÉDITIONS DU  
ROCHER

La politique française a échoué parce que la recherche d'une solution négociée n'était pas le but de guerre de Paul Kagame. Parmi les responsables français, Paul Dijoud<sup>1</sup> fut l'un des rares à l'avoir compris :

«Le major Kagame [avait] la conviction que la géographie des Grands Lacs n'était pas viable, que les frontières de la colonisation avaient créé des États artificiels et qu'il convenait de les remodeler. Le Zaïre imposant une sorte d'immobilisme, il fallait provoquer des changements dans ses institutions et son régime politique, dont il estimait qu'il ne pourrait pas tenir à la longue. Il avait aussi le sentiment que la terre était trop rare au Rwanda et qu'il fallait trouver de l'espace. Il y avait chez le major Kagame un mélange de réalisme et de vision qui n'a pas été sous-estimé et qu'il était difficile de contrer. Personne, dans la région, n'était à même de s'opposer à lui. En fait, au cœur de tout, il y avait la guerre. Le fond du problème est que le major Kagame n'a jamais poursuivi d'autre objectif que la victoire totale.» (ETR, III/1 : 380-381.)

Face à cette vision ancrée dans la longue histoire régionale, celle de bien avant la colonisation, la France demeura arc-boutée sur une option démocratique déconnectée des réalités. Au Rwanda comme partout ailleurs en Afrique dans les États à fortes définitions ethniques ou ethno- raciales, le placage démocratique s'est en effet révélé utopique. Dans le cas particulier du Rwanda et alors que le pays était en situation de guerre :

«La formule assistance militaire + multipartisme + Arusha a généralisé le cancer car la maladie requérait un traitement par paliers successifs : 1/ redressement militaire, 2/ ouverture politique, 3/ négociations avec le FPR. L'ouverture politique sans redressement militaire préalable, c'était, à coup sûr, la déstabilisation de l'État. L'État déstabilisé, c'était, hélas, le marché de dupes d'Arusha débouchant fatalement sur le chaos<sup>2</sup>.»

C'est bien alors que son pays est en guerre contre l'APR que la France somme le président Habyarimana de «démocratiser» avant de le presser d'aller toujours plus loin sur la voie des réformes. En temps de paix, de telles

---

1. Directeur des Affaires africaines et malgaches au ministère des Affaires étrangères de mars 1991 à août 1992.

2. Entretien avec le général Rosier.